

risque le plus souvent d'être vaine par le fait même de l'action proposée.

Quelques exemples :

« *Le socialisme international doit soutenir les gouvernements des pays rassasiés* » (p. 15) ... sans se faire d'illusion sur leurs buts.

Est-ce à dire que le prolétariat français doit soutenir les armements français? « La France » a « gagné la guerre »... Elle aurait donc « intérêt à la paix ». Il faudrait par suite « la soutenir ». Mais comme elle tient à garder une certaine « marge de sécurité » par rapport à l'Allemagne, elle accroît ses armements tout en désarmant son adversaire. Celui-ci s'impatiente et, au nom de « la sécurité » lui aussi, réclame l'égalité des armements, et son nationalisme flambe, bien alimenté par les munitionnaires. « La France » continue cependant à augmenter ses armements. Alors « l'Allemagne » viole à son tour le traité de Versailles et rétablit le service militaire obligatoire. Aussitôt, « la France » rétablit le service de deux ans... et la course continue.

A partir de quel moment « le socialisme » doit-il « soutenir » « le pays rassasié »? Sans doute on comprend bien que la politique du gouvernement impérialiste n'est pas celle du socialisme; mais que signifie « *force nous est de soutenir l'action de ces gouvernements* »?

Ne voit-on pas le *péril extrême* qu'il y aurait à prostituer ainsi (le mot n'est pas trop fort!) une fraction du prolétariat international pour l'utiliser dans les conflits, au service d'un impérialisme contre un autre impérialisme?

Cette attitude ne peut avoir comme conséquence pratique qu'une absence de réaction sérieuse contre le militarisme de notre

pays. Une contradiction insoluble éclate dans cette double affirmation : « Nous sommes contre votre appareil militaire, mais nous vous aiderons au moment voulu à le mettre en action, sans essayer de vous affaiblir ».

N'est-ce pas également une autre conséquence de cette attitude, sur le plan parlementaire, que le vote des accords de Rome?

Mussolini et Laval se mettent d'accord : « laisse-moi faire en Ethiopie et je t'aiderai contre Hitler. — Entendu, je t'abandonne « ma » zone d'influence sur ce pays colonisable, mais je compte sur toi pour empêcher l'Anschluss (c'est-à-dire, en langage capitaliste, pour empêcher que les capitaux de l'Europe centrale actuellement drainés à Vienne, par les succursales des banques françaises ne soient entraînés dans le système bancaire de Berlin!). » Et sur une affirmation audacieuse de Laval, pour « soutenir le pays rassasié », le groupe parlementaire vote les accords de Rome!

Si la position de nos quatre camarades était adoptée par l'IOS, à quelles autres conséquences n'aboutirait-on pas dans cette voie?

Autre exemple : « *Le socialisme international doit soutenir la S.D.N.* ... mais naturellement sans s'abandonner à de dangereuses illusions ».

Alors, il serait préférable peut-être de ne pas les cultiver soi-même ces illusions...

Par exemple, peut-on considérer comme conforme à l'esprit de la S.D.N. la mobilisation et le transport de centaines de milliers d'Italiens au voisinage de l'Abyssinie, à qui on refuse des armes?

Si l'on « soutient la S.D.N. » (en se bornant à cette seule